

AGROGENERATION

19 boulevard Malesherbes
75008 Paris

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Le 27 juin 2023

FIDAG

Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

45, rue La Fayette
75009 PARIS

BDO Paris

Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

43-47, Avenue de la Grande Armée
75116 PARIS

AGROGENERATION

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société AGROGENERATION,

Impossibilité de certifier

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, il nous appartient d'effectuer l'audit des comptes annuels de la société Agrogénération S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous sommes dans l'impossibilité de certifier que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. En effet, en raison de l'importance des points décrits dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier », nous n'avons pas été en mesure de collecter les éléments suffisants et appropriés pour fonder une opinion d'audit sur ces comptes.

Nous vous rappelons qu'une impossibilité de certifier identique avait été formulée sur les comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Fondement de l'impossibilité de certifier

Ainsi qu'il est exposé dans la note « 3.1. a. Guerre en Ukraine et continuité d'exploitation » de l'annexe, une invasion militaire de l'Ukraine par la Russie a débuté le 24 février 2022. Dans ce contexte, les auditeurs des filiales ukrainiennes et chypriotes n'ont pas été en mesure de mettre en œuvre les procédures d'audit nécessaires pour émettre une opinion sur les comptes de ces sociétés. L'accès aux sites et aux pièces justificatives est matériellement impossible ou trop risqué car les activités du groupe sont principalement situées en zone de conflit (Kharkiv).

De ce fait, nous n'avons pas pu obtenir l'ensemble des éléments probants nécessaires à la réalisation des procédures d'audit nous permettant de fonder une opinion sur les comptes. Dans ce contexte, la quasi-totalité du bilan et du compte de résultat n'ayant pu être justifié, nous sommes dans l'impossibilité de certifier les comptes annuels au 31 décembre 2022.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « 3.1. a. Guerre en Ukraine et continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous ne formulons pas d'appréciation complémentaire aux points décrits dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier » et dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation ».

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier ».

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

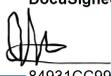
Il nous appartient d'effectuer un audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Fait à Paris, le 27 juin 2023

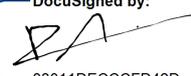
Les commissaires aux comptes

FIDAG

DocuSigned by:

84931CC990864C7...

Carole Hong TRAN

BDO Paris

DocuSigned by:

83011DECCCFD42D...

Anne-Catherine FARLAY



Comptes sociaux annuels

pour l'exercice clos le 31 décembre 2022

AGRO 
Generation



BILAN	3
COMPTE DE RESULTAT	4
REGLES ET METHODES COMPTABLES	5
1. REGLES ET METHODES COMPTABLES	5
1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles	5
1.2. Immobilisations financières	6
1.3. Valeurs mobilières de placement	6
1.4. Créances et dettes	6
1.5. Opérations en devises	7
1.6. Provisions pour risques et charges	7
2. CHANGEMENTS DE METHODE	7
3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	7
3.1. Faits marquants survenus au cours de l'exercice	7
(a) Guerre en Ukraine et continuité d'exploitation	7
(b) Acquisition de titres de participation	10
3.3 Evènements post-clôture	11
(a) Accord de garantie	11
COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	11
4. IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS	11
4.1. Immobilisations	11
4.2. Amortissements et dépréciations	12
5. PROVISIONS	12
6. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES	13
6.1. Créances	13
6.2. Dettes	13
7. PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR	14
8. CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR	14
9. CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	14
10. ECARTS DE CONVERSION	15
11. CAPITAL SOCIAL	15
<i>Variation du capital social</i>	16
12. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET	16
13. RESULTAT EXCEPTIONNEL	16
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	17
14. ENGAGEMENTS FINANCIERS	17
14.1. Engagements donnés	17
14.2. Engagements reçus	17
15. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS	17
16. EFFECTIF MOYEN	17
17. ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS, RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES	18
18. LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	18

Bilan

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022			31 décembre 2021	
	Brut	Amort.prov	Net	Net	Variation
Actifs non courants	171 704	(141 826)	29 878	16 963	12 915
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	3	(3)	-	-	-
Immobilisations financières	171 701	(141 823)	29 878	16 963	12 915
Actifs courants	26 131	-	26 131	24 771	1 360
Clients et autres créances	22 465	-	22 465	23 663	(1 198)
Charges constatées d'avance	3	-	3	3	-
Tresorerie et équivalents de trésorerie	3 663	-	3 663	1 105	2 558
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-
Ecart de conversion actif	-	-	-	263	(263)
Total actif	197 835	(141 826)	56 008	41 997	14 011
Capitaux propres	34 000	-	34 000	34 299	(299)
Capital social	11 079	-	11 079	11 079	(0)
Prime d'émission	225 042	-	225 042	225 042	0
Report à nouveau	(202 591)	-	(202 591)	(215 538)	12 947
Résultat de l'exercice	(299)	-	(299)	12 946	(13 245)
Provisions réglementées	769	-	769	769	(0)
Autres fonds propres	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-	-	263	(263)
Emprunts et dettes	19 369	-	19 369	6 468	12 901
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	6 492	-	6 492	6 288	204
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 455	-	12 455	174	12 281
Dettes fiscales et sociales	422	-	422	6	416
Autres dettes	-	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-	-
Ecart de conversion passif	2 639	-	2 639	967	1 672
Total passif	56 008	-	56 008	41 997	14 011

Compte de résultat

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021	Variation
	Total	Total	
Ventes de marchandises	-	-	-
Production vendue biens	-	-	-
Production vendue services	-	-	-
Chiffre d'affaires Net	-	-	-
Reprises sur amort. et prov., transfert de charge	-	-	-
Autres Produits	282	709	(427)
Total des produits d'exploitation	282	709	(427)
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	-	-	-
Variation de stock (marchandises)	-	-	-
Autres achats et charges externes	293	402	(109)
Impôts, taxes et versements assimilés	1	2	(1)
Salaires et traitements	15	13	2
Charges sociales	5	4	1
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	-	-
Dotations provisions sur actif circulant	-	-	-
Autres charges	1	29	(28)
Résultat d'exploitation	(33)	259	(292)
Total des produits financiers	703	17 834	(17 131)
Total des charges financières	377	1 190	(813)
Résultat courant avant impôt	293	16 903	(16 610)
Total des produits exceptionnels	0	15 794	(15 794)
Total des charges exceptionnelles	183	19 752	(19 569)
Résultat exceptionnel	(183)	(3 958)	3 775
Impôt sur les bénéfices	409	0	409
Résultat net	(299)	12 945	(13 244)



Règles et méthodes comptables

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 présente un total de 56 008 k€. Le compte de résultat de l'exercice dégage une perte de 299 k€.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022. L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Sauf indication contraire, les montants sont présentés en milliers d'euros.

1. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- Le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC N° 2016-07 du 26/12/2016
Les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,



- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 1 à 5 ans
Matériel et outillage industriels	3 ans
Agencements, aménagements, installations	10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	8 ans

1.2. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. Une dépréciation doit être comptabilisée lorsque la valeur actuelle des actifs financiers devient inférieure à leur valeur nette comptable.

Les valeurs d'inventaires des titres de participation correspondent aux valeurs d'utilité déterminées à partir des différents critères : capitaux propres, estimation de la rentabilité future ainsi qu'à partir des motifs d'appréciation sur lesquels reposait la transaction d'origine.

Lorsque la société rachète ses propres actions dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de service d'investissement, celles-ci sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en autres titres immobilisés. Les résultats de cession de ces actions propres contribuent au résultat de l'exercice. A la clôture, la valeur des titres est actualisée en fonction du cours moyen du dernier mois de l'exercice. Après comparaison entre la valeur d'inventaire et le coût d'acquisition, il en résulte une plus ou moins-value latente. Les moins-values latentes doivent faire l'objet de dépréciations, sans compensation avec les plus-values latentes. La société a mis fin au contrat de liquidité en décembre 2021.

Au 31 décembre 2022, la société ne détient pas d'actions propres.

1.3. Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

1.4. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



1.5. Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture est applicable depuis le 1er janvier 2017, date depuis laquelle il est appliqué par la société. En application de ce règlement, les différences de change, positives et négatives, réalisées sur les opérations courantes de la société ne sont plus comptabilisées en résultat financier comme en 2016, mais en résultat opérationnel.

1.6. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont été estimées à partir d'une évaluation du risque connue à la date d'arrêté des comptes.

2. Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3. Informations complémentaires

3.1. Faits marquants survenus au cours de l'exercice

(a) Guerre en Ukraine et continuité d'exploitation

Le 24 février 2022, la Russie a lancé une invasion militaire de l'Ukraine, à la suite de laquelle des événements militaires actifs ont commencé dans un certain nombre de régions, principalement à l'est et au sud de l'Ukraine. L'invasion a causé des dommages irréparables à l'ensemble de l'économie du pays et à ses industries.

En 2022, à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, les producteurs agricoles locaux ont réduit de 25 % en moyenne la quantité de terres ensemencées en raison de l'occupation partielle, des champs endommagés et de la proximité des lignes de front. Environ 20 millions de stocks de 2021 (principalement du maïs) ont été bloqués dans les ports maritimes ukrainiens, suivis d'une forte réduction des prix locales et d'une aggravation du transport et de la logistique (affectés en outre par des chemins de fer endommagés). Les accords d'exportation signés fin juillet 2022 entre l'Ukraine, la Turquie et l'ONU ont en quelque sorte facilité la situation d'offre



excédentaire dans le pays, mais leur exécution complète reste très incertaine. La valeur totale des dommages directs causés au secteur agricole ukrainien par la guerre est estimée à plus de 8,7 milliards de dollars en avril 2023, dont plus de 50 % sont dus à la destruction et à l'endommagement des machines agricoles.

La région de Kharkiv, où se trouvent les terres agricoles gérées par le Groupe, fait partie des régions du TOP 5 (avec les régions de Luhansk, Kherson, Donetsk, and Zaporizhzhia) qui ont été fortement touchées par la guerre et qui font partie des territoires où se poursuit le conflit militaire actif.

Grâce à l'offensive des Forces armées de l'Ukraine dans la région de Kharkiv en septembre, les terres agricoles d'AgroGeneration situées dans les régions de Burluk et Balakliya, qui étaient occupées par les troupes russes depuis le début de la guerre, ont été libérées. Néanmoins, à la date de cette publication, la direction ne dispose pas d'informations précises sur l'état de ces terres, car leur accès était restreint jusqu'alors par les autorités militaires ukrainiennes en raison de la nécessité de vérifier la présence de mines russes. En outre, les régions libérées continuent d'être soumises quotidiennement à des tirs de roquettes et d'artillerie depuis le territoire russe, car elles sont situées près de la frontière. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe a éliminé les actifs et infrastructures du Groupe (y compris les terrains loués précédemment exploités), qui sont devenus « toxiques », car leur valeur a fortement diminué en raison de l'impossibilité d'exploiter ces actifs dans un avenir prévisible. Cette situation a donné lieu à une procédure de restructuration. À fin 2022, le Groupe exploitait une réserve foncière d'environ 30 000 hectares réduite de moitié par rapport à l'état d'avant-guerre. En conséquence, la direction du Groupe a mis en œuvre des procédures d'optimisation pour ramener les frais généraux et administratifs à un niveau correspondant à la nouvelle échelle des opérations du Groupe.

En 2022, à la suite de la guerre, le Groupe a subi un impact matériel négatif important dû aux hostilités et à l'occupation temporaire par les troupes russes, qui s'est élevé à environ 17 M€, comptabilisés dans les états financiers consolidés annuels, y compris les pertes de récoltes, les machines et infrastructures endommagées, les stocks, etc. En outre, des changements opérationnels ont eu lieu au cours de l'année, le Groupe ayant été contraint de s'adapter aux nouvelles conditions de l'activité militaire, à savoir :

- Fournitures. La Société a réussi à contracter la totalité du volume d'engrais nécessaire à la fin de 2021, de sorte qu'aucune pénurie n'a été observée en 2022 ; à partir de février 2022, une gestion manuelle des approvisionnements en produits chimiques a été appliquée, ce qui signifie que des alternatives ont été recherchées manuellement parmi les fournisseurs qui disposaient de matières premières et pouvaient les livrer physiquement aux exploitations de la Société, mais dès la fin de 2022, la Société a repris les travaux de la plateforme d'appel d'offres pour déterminer les fournisseurs les plus attractifs de produits chimiques, d'engrais, de pièces détachées et de semences, comme c'était le cas avant la guerre en Ukraine. Dans l'ensemble, au cours de l'année 2022, le Groupe a disposé de suffisamment de semences, d'engrais, de carburant, de pesticides et d'autres intrants nécessaires à l'exécution des campagnes de semis et de récolte, ainsi que des véhicules, des machines agricoles et des ressources humaines nécessaires.
- En 2022, une détérioration significative des ventes due à la guerre a été observée en raison du blocus des ports maritimes ukrainiens au cours du premier semestre, d'une logistique considérablement compliquée dans toute l'Ukraine en raison des dommages causés aux infrastructures et des prix bas pour les produits agricoles. Après l'invasion russe, une partie des acheteurs habituels de la Société, dont les actifs étaient situés dans l'est et le sud du pays (usines de transformation, terminaux portuaires de Mykolaiv), ont suspendu l'achat de céréales et d'oléagineux auprès des silos de la région de Kharkiv, de sorte que les



restes de la récolte 2021 ont été vendus au printemps et à l'été 2022 avec livraison dans d'autres régions du pays (régions de Poltava, Lviv, Ternopil, Volyn, Chernivtsi). Après la reprise des exportations portuaires en août 2022, la Société a entièrement concentré ses exportations sur les ports d'Odessa (Chornomorsk, Port Pivdenny, Odessa), même si, au cours des saisons précédentes, les céréales du Groupe étaient principalement expédiées à Mykolaiv afin de réduire les coûts logistiques. À la fin de 2022, les ports d'Odessa constituaient la principale destination des expéditions de céréales de la Société. Néanmoins, des files d'attente et des retards ont parfois été observés lors du déchargement des céréales en raison du manque de capacités portuaires libres pour le stockage et de la lenteur de l'arrivée de nouveaux navires en raison de leur inspection à long terme dans le cadre du « corridor céréalière ». En outre, en raison des pannes d'électricité causées par les attaques de missiles massifs russes sur l'infrastructure énergétique de l'Ukraine à la fin de 2022 et au début de 2023, le chargement des céréales dans les voitures ou les wagons aux silos de la région de Kharkiv a été considérablement ralenti.

- Les frais commerciaux, généraux, administratifs et autres frais d'exploitation ainsi que les dépenses d'investissement ont été réduits au minimum nécessaire pour répondre aux besoins de base des activités du Groupe.
- Les mesures de mobilisation ont eu un impact mineur sur les activités de la Société. A fin 2022, 16 salariés étaient mobilisés (soit 3 personnes en moyenne pour 1 entité juridique du Groupe), soit 3 % de l'ensemble du personnel du Groupe. Des restrictions supplémentaires ont eu lieu en 2022 en raison de l'évacuation partielle du personnel vers des régions d'Ukraine qui ne sont pas sur la ligne de front ou vers l'étranger. Néanmoins, dès le début de la guerre, la Société a organisé le travail à distance pour ses employés clés. En outre, à la fin de l'année 2022, 87 employés de la Société étaient soumis à une réserve et à une exemption du service militaire obligatoire.
- Financement bancaire et commercial. En 2022, la Société n'a pas fait appel à des sources de financement externes. Grâce à la solide position de trésorerie du Groupe à fin 2021 (en raison d'une campagne agricole 2021 réussie et à des prix de vente des récoltes remarquables), la direction de la Société a été en mesure de couvrir toutes les dépenses opérationnelles, y compris l'exécution des campagnes de semis et de récolte 2022 dans des conditions de guerre extrêmement difficiles et en dépit des pertes importantes subies au cours de l'année. À la fin de 2022, un nombre limité de banques et de partenaires commerciaux restaient disponibles comme source de financement.

La direction a préparé des prévisions financières actualisées, y compris des estimations de flux de trésorerie, pour les douze mois à compter de la date d'approbation de ces états financiers, en tenant compte des scénarios les plus probables et les plus défavorables possibles pour les impacts commerciaux actuels de la guerre. Les prévisions ont été élaborées sur la base des hypothèses clés suivantes :

- l'évolution de la guerre et l'invasion militaire de l'Ukraine permettront d'utiliser les installations de production existantes du Groupe ;
- la capacité de mener des campagnes de récolte et de semis sur les exploitations agricoles actuellement gérées par le Groupe (environ 30 000 hectares) ;
- tous les actifs du Groupe disponibles à la date d'élaboration des prévisions restent sûrs et en bon état ;
- les itinéraires logistiques existants continueront d'être disponibles ;



- les capacités de stockage restantes de tiers continueront d'être disponibles ;
- le Groupe sera en mesure de se procurer des niveaux suffisants d'intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires, carburant et autres intrants pour la culture des céréales) pour les saisons agricoles 2023 et 2024 ;
- le Groupe envisage d'obtenir un financement externe supplémentaire auprès de banques ou de partenaires commerciaux au cours du second semestre 2023 pour financer ses activités opérationnelles.

Ces prévisions indiquent que, compte tenu des inconvénients raisonnablement possibles, le Groupe dispose de ressources suffisantes pour poursuivre ses activités dans son périmètre (d'environ 30 000 hectares) dans un avenir prévisible. La direction reconnaît que le développement des activités militaires et leur durée représentent une source d'incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation et, par conséquent, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de vendre ses actifs et de respecter ses obligations dans le cours normal des affaires. La recouvrabilité des actifs du Groupe, ainsi que les opérations futures du Groupe, peuvent être significativement affectées par l'environnement macroéconomique actuel et futur. L'ampleur de l'impact du développement des activités militaires sur l'activité du Groupe n'est pas connue, mais il pourrait être significatif, car la guerre se poursuit à la date de cette publication. Malgré la seule incertitude significative liée à la guerre en Ukraine, la direction continue de prendre des mesures pour minimiser son impact sur le Groupe et, par conséquent, considère qu'il est approprié d'appliquer l'hypothèse de continuité d'exploitation au moment de la préparation de ces états financiers.

(b) Acquisition de titres de participation

La société a acquis le 17 novembre 2022 les titres de participation suivants :

Filiales et participations	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus (en K€)
AGRO FIRM BARVINKIVSKA LLC	100,00	2 400
AGRO FIRM PODOLIVSKA LLC	100,00	2 880
AGRO FIRM UKRAINA NOVA LLC	100,00	4 704
LAN AGRICULTURAL LLC	100,00	2 544
AGROK HOLDING TORNADO PE	100,00	1
Total		12 529



3.3 Evènements post-clôture

(a) Accord de garantie

Au premier trimestre 2023, les Sociétés du Groupe ont obtenu un financement à court terme de la part de leur partenaire de longue date - le fournisseur Agropetsinvest. Dans le cadre de ce financement, AgroGeneration a présenté la garantie de société, pour le remboursement de la dette du fournisseur de 1,7 million de dollars. La garantie de société est effective jusqu'au 1er décembre 2023.

Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat

4. Immobilisations et amortissements

4.1. Immobilisations

(en milliers d'euros)	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute immob. à fin d'exercice	Réév. lég. val. origine à fin d'exercice
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-	-
Concessions, brevets, logiciels	1	-	-	-	-	1	0
Immobilisations incorporelles	1	-	-	-	-	1	0
Terrains	-	-	-	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillages industriels	-	-	-	-	-	-	-
Autres installations, agencements, aménagements	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3	-	-	-	-	3	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	3	-	-	-	-	3	-
Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Autres participations	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation	155 828	-	12 529	-	-	168 357	-
Créances rattachées à des participations	2 928	-	1 176	-	790	3 314	-
Autres titres immobilisés (actions propres)	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	30	-	-	-	-	30	-
Immobilisations financières	158 786	-	13 705	-	790	171 701	-
Total général	158 790	-	13 705	-	791	171 704	-



4.2. Amortissements et dépréciations

(en milliers d'euros)	Situations et mouvements de l'exercice				Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments		Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
			sortis reprises	Fin exercice					
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concessions, brevets, logiciels	1	-	1	0	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	1	-	1	0	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Installations générales, agencements constructions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillages industriels	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres installations, agencements, aménagements	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3	-	-	3	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	3	-	-	3	-	-	-	-	-
Titres de participation	141 823	-	-	141 823	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés (actions propres)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	141 823	-	-	141 823	-	-	-	-	-
Total général	141 827	-	1	141 826	-	-	-	-	-

5. Provisions

(en milliers d'euros)	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Amortissements dérogatoires	769	-	-	769
Autres provisions réglementées	-	-	-	-
Total provisions réglementées	769	-	-	769
Pour litiges	-	-	-	-
Pour pertes de change	263	-	263	-
Autres provisions	-	-	-	-
Total provisions pour risques et charges	263	-	263	-
Sur actions propres	-	-	-	-
Sur titres	141 823	-	-	141 823
Sur stocks et en-cours	-	-	-	-
Sur comptes clients	-	-	-	-
Total dépréciations	141 823	-	-	141 823
Total général	142 855	-	263	142 592
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation	-	-	-	-
- financières	-	-	263	-
- exceptionnelles	-	-	-	-



6. Etat des échéances des créances et des dettes

6.1. Créances

(en milliers d'euros)	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Autres créances clients	8 725	8 725	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques :	38	38	-
- Impôts sur les bénéfiques	-	-	-
- T.V.A	38	38	-
- Divers	-	-	-
Débiteurs divers	13 700	13 700	-
Charges constatées d'avance	3	3	-
Total général	22 465	22 465	-

6.2. Dettes

(en milliers d'euros)	Montant brut	A un an au plus	A plus de 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits et découverts	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	6 492	6 492	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	12 455	12 455	-	-
Personnel et comptes rattachés	4	4	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3	3	-	-
Etat et autres collectivités publiques :	-	-	-	-
- Impôts sur les bénéfiques	415	415	-	-
- T.V.A	-	-	-	-
- Obligations cautionnées	-	-	-	-
- Autres impôts et taxes	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Total général	19 369	19 369	-	-



7. Produits et avoirs à recevoir

(en milliers d'euros)

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	913
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	-
Autres créances	11 447
Total	12 360

8. Charges à payer et avoirs à établir

(en milliers d'euros)

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes financières diverses	443
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	194
Dettes fiscales et sociales	415
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Autres dettes	-
Total	1 052

9. Charges et produits constatés d'avance

(en milliers d'euros)

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	3	-
Charges / Produits financiers	-	-
Charges / Produits exceptionnels	-	-
Total	3	-



10. Ecart de conversion

(en milliers d'euros)	ACTIF	Différence compensée par		PASSIF
	Montant	couverture de	Provision pour	Montant
		change	perte de change	
Sur immobilisations financières	-	-	-	
Sur créances	-	-	-	-
Sur dettes d'exploitation	-	-	-	2 639
Total	-	-	-	2 639

11. Capital social

(en euros)	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	221 586 387	0,05
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice	-	-
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	221 586 387	0,05



Variation du capital social

Au 31 décembre 2022 le nombre d'instruments en circulation et le nombre d'actions pouvant potentiellement être émises suite à l'exercice de ces instruments sont présentés ci-dessous :

	<u>Nombre d'instruments</u>	<u>Nombre d'actions supplémentaires potentielles</u>
Konkur warrants	1 379 487	2 519 544
Total	1 379 487	2 519 544

12. Ventilation du chiffre d'affaires net

(en milliers d'euros)

<u>Répartition par secteur d'activité</u>	<u>Montant</u>
Ventes de marchandises	-
Ventes de produits finis	-
Prestations de services	-
Total	-

(en milliers d'euros)

<u>Répartition par marché géographique</u>	<u>Montant</u>
France	-
Etranger	-
Total	-

13. Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)

<u>Résultat exceptionnel</u>	<u>Montant</u>
Produits exceptionnels	0
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0
Charges exceptionnelles	183
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	183
Total	(183)



Engagements financiers et autres informations

14. Engagements financiers

14.1. Engagements donnés

Dans le cadre des lignes de financement des besoins en fonds de roulement accordées par des établissements de crédit aux filiales ukrainiennes jusqu'en 2021, la société s'est portée caution du remboursement de ces lignes, incluant le principal, les intérêts, commissions et pénalités. Au 31 décembre 2021, il n'existe pas d'encours de dettes financières correspondantes comptabilisées par les filiales ukrainiennes vis-à-vis des établissements de crédit.

La garantie d'exposition maximale d'AgroGeneration a été fourni uniquement à l'AlfaBank et couvrait 35 millions d'\$.

Au 31 décembre 2022 l'exposition de la garantie de société dans le cadre de la facilité de crédit d'Alfa-Bank n'est plus valable en raison de la résiliation des accords de crédit sous-jacents en 2022.

14.2. Engagements reçus

(en milliers d'euros)

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties	-
Autres engagements reçus :	
Total	-

15. Rémunérations des dirigeants

Mentionner les rémunérations des dirigeants reviendrait à révéler la rémunération d'une seule personne.

16. Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	-	-
Agents de maîtrise et techniciens	-	-
Employés	-	-
Ouvriers	-	-
Total	-	-



17. Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Le montant total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2022 n'est pas significatif.

18. Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Ecart de réévaluation	Primes	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
Renseignements détaillés concernant les filiales & participations												
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)												
MARRIMORE	3	-	1 789	10 933	100,00	7 666	1 358	3 247	-	-	393	-
HARMELIA	4	-	89 997	18 859	100,00	148 161	12 646	-	-	-	70 941	-
AGRO FIRM BARVINKIVSKA LLC	6 608	1 296	-	262	100,00	2 400	-	-	-	-	4 281	-
AGRO FIRM PODOLIVSKA LLC	9 405	2 404	-	10 552	100,00	2 880	-	-	-	-	982	-
AGRO FIRM UKRAINA NOVA LLC	10 691	3 333	-	7 190	100,00	4 704	-	-	-	-	2 452	-
LAN AGRICULTURAL LLC	210	1 773	-	10 509	100,00	2 544	-	452	-	-	1 920	-
AGROK HOLDING TORNADO	0	432	-	105	100,00	1	-	-	-	-	11	-
TOTAL				14 792		168 356	14 004	3 699				